

Etats-Unis

Sebastien Felix Braun

En 2007 les guerres en Irak et en Afghanistan, interminables et toujours plus coûteuses ont influencé la politique indienne des Etats-unis. Depuis plusieurs années, les programmes fédéraux relatifs aux Indiens ont vu leurs budgets considérablement réduits, rendant même difficile l'accomplissement de certaines obligations inscrites dans les traités. Le Bureau des Affaires Indiennes (*The Bureau of Indian Affairs, BIA*) par exemple, a vu son budget réduit de 74 millions de dollars en deux ans; le début de la course à l'investiture, pour les élections de novembre 2008, n'améliorant en rien le peu d'intérêt apporté à la cause indienne.

Après une vacance du poste de deux ans, Carl Artman a finalement prêté serment comme nouveau directeur du BIA. Artman est membre de la *Nation Oneida* du Wisconsin. En tant que conseiller général de sa Nation, il a poursuivi l'action sur la revendication territoriale qui permettrait la construction d'un casino « hors réserve » à New York (voir *Indigenous World* 2005). Cette prise de position a retardé de deux ans, sa confirmation par le Sénat des Etats-Unis, car la majorité républicaine était contre le fait de pratiquer des jeux d'argent dans des casinos « hors réserves » ce qui n'est permis que si le casino est construit sur une terre administrée par fidéicommiss indien.

Le Congrès n'a pas réussi à faire passer une Loi renouvelée sur l'amélioration de la santé des Indiens, *Indian Health Care Improvement Act*. La dernière mise à jour de la loi date de 8 ans. Le Service de Santé indien devant également faire face à des coupes budgétaires continues, il ne peut remplir ses obligations statutaires. Non seulement les patients sont mal soignés, mais 1% du budget seulement est attribué aux cliniques se trouvant à l'extérieur des réserves, alors qu'environ 60% des Indiens des Etats-Unis ne vivent plus dans les réserves. On espère que la loi sera promulguée en 2008. En matière de santé, les dépenses du gouvernement fédéral se sont élevées, pour les Indiens, à 2 130 dollars par personne en 2005. Cela représente environ un tiers des dépenses par personne du programme

gouvernemental *Medicare*, de sécurité sociale pour les personnes âgées.

Les *Cherokee Freedmen*

Une des affaires amérindienne la plus controversée, en 2007, fut de savoir si les *Cherokee Freedmen* (Cherokee « libérés ») sont effectivement membres de la *Nation Cherokee* de l'Oklahoma (voir *Indigenous World* 2007). Le 3 mars, la tribu Cherokee a ajouté un amendement restrictif à sa constitution, sur la question d'appartenance à la tribu, en excluant les *Freedmen* qui n'avaient pas d'ascendant Cherokee direct dans leur lignée. Les *Freedmen* sont des descendants d'esclaves ayant appartenu à des Cherokee avant la Guerre de Sécession. Quand les esclaves furent libérés, ils devinrent membres de la Nation Cherokee d'après un traité signé avec les Etats-Unis en 1866. Cette affaire a, une fois de plus, permis de revenir sur la situation des Nations indiennes aux Etats-Unis et, en particulier, sur les politiques identitaires et les limites de la souveraineté autochtone. En 1976, des amendements à la Constitution *Cherokee* comme celui concernant des modifications des règles d'appartenance devaient être approuvés par le Secrétariat à l'Intérieur. Cette approbation a été refusée par le gouvernement fédéral, qui, sous la pression des organisations afro-américaines, a pris une position ferme contre l'exclusion des *Cherokee Freedmen*. La Nation Cherokee a protesté en arguant qu'en 2003, un amendement de la Constitution, supprimait l'obligation de l'accord du Secrétariat. En revanche, le Bureau des Affaires Indiennes a également refusé d'approuver cet amendement, se disant « inquiet qu'aujourd'hui, l'accord du Ministère sur l'amendement de 2003 pourrait être utilisé par certains comme confirmation ou preuve de la légitimité de l'exclusion par la Nation Cherokee de ses membres *Freedmen*, en violation évidente du traité de 1866. ».

En réponse, les Cherokee, ont adopté par referendum le 23 juin 2007, un autre amendement à leur Constitution supprimant l'obligation de l'accord du Secrétariat à l'Intérieur pour abroger des amendements. Cette fois-ci, le Bureau des Affaires Indiennes a approuvé cet

amendement, mais a spécifié que cela ne devait pas être interprété comme « *autorisant toute action qui serait contraire à la loi fédérale* ».

Comme les traités concernant les Nations Indiennes font partie intégrante de la Loi fédérale, et que le BIA voit en l'exclusion des *Freedmen* une violation des traités, la ratification de l'amendement, n'a pas de conséquence légale sur la question de l'appartenance des *Freedmen*, à la *Nation Cherokee*. Cette affaire pose la question de l'identité amérindienne. Le Chef principal, Smith, insiste sur le fait que « *la Nation Cherokee demande seulement à être une tribu indienne composée d'Indiens* », ce qui signifierait que l'identité indienne est définie sur une base biologique.

En réponse au vote Cherokee, la parlementaire démocrate Diane Watson (Californie) a fait adopter une loi qui retirait à la Nation Cherokee environ 300 millions de dollars de subventions fédérales annuelles. Le *Caucus du Congrès noir* et l'*Association nationale pour l'avancement des gens de couleur*, ont pris position contre la *Nation Cherokee*, qualifiant de raciste le vote d'exclusion des *Freedmen*, ce qui a inquiété le Chef Smith, quant à l'image de sa Nation. La Chambre des Représentants a voté, en septembre, la suspension des aides au développement du logement chez les Cherokee, jusqu'à ce que les *Freedmen* redeviennent officiellement membres. Entre temps, les litiges sur la question se poursuivent devant les tribunaux fédéraux.

Questions écologiques.

Les membres de la tribu *Makah*, de l'Etat de Washington, ont tué, le 8 septembre, une baleine sans permis fédéral ni tribal. Cela fait maintenant vingt ans que les *Makah* souhaitent réintroduire le droit de chasse aux baleines. En 1999, ils avaient chassé une baleine avec un permis fédéral assorti de conditions spécifiques, comme l'utilisation d'un canoë traditionnel. Après les vives protestations des groupes luttant pour les droits des animaux, l'exception à la Loi sur la Protection des mammifères marins, que constitue cette chasse, a été supprimée, dans l'attente d'un communiqué sur ses conséquences environnementales. La tribu *Makah*, qui travaille sur cette question

avec le Service national des Pêcheries maritimes, a immédiatement dénoncé la chasse illégale, en ajoutant que « *la tribu a fait preuve d'une patience extraordinaire en, attendant que le procès soit dûment conclu, pour recevoir (son) permis de chasse à la baleine* ».

Les chasseurs de baleine ont déclaré qu'ils en avaient assez d'attendre un permis fédéral. Alors que les *Makah* ont, par traité, un droit de chasse à la baleine explicite, le tribunal des Etats-unis leur enjoint de se soumettre aux lois fédérales. Les cinq chasseurs seront jugés par un tribunal fédéral et un tribunal tribal l'année prochaine. Entre temps, les déclarations sur les conséquences environnementales prendront sûrement encore plus de retard, et la tribu espère que cette chasse illégale n'amènera pas l'opinion publique à se tourner contre elle et n'aura pas un effet négatif.

Un cas similaire, pose la question de la souveraineté tribale, de la surveillance de l'Etat fédéral et du poids de l'opinion publique. Il s'agit de la question du *National Bison Range* (territoire national) au Montana. Un accord avait été passé entre le Service fédéral des pêches et de la vie sauvage, la Confédération *Salish* et les tribus *Kootenai de la Réserve Flathead*, pour une gestion commune du territoire, situé sur le terrain de la Réserve. Cet accord a été annulé en 2006 après des allégations concernant les capacités de gestion de la tribu. Plusieurs organisations avaient publiquement douté des tribus, avant même qu'un accord soit signé en 2005, et avaient exprimé leurs inquiétudes relatives à l'abandon de la souveraineté fédérale en faveur des gouvernements tribaux, ce qui constituerait un précédent. Des échanges entre le Service fédéral et les tribus se sont poursuivis tout au long de l'année 2007. En décembre, le nouveau directeur du Service a demandé à ses agences de préparer un nouvel accord pour mars 2008. Quoique les tribus se soient félicitées de cette avancée, il sera dur de convaincre les opposants des avantages et des possibilités offertes par l'accord.

Les politiques nucléaires

En avril, la Tribu *Paiute* de Walker River au Nevada, a bloqué des tentatives de construction d'une ligne de chemin de fer qui traverserait sa réserve pour aller jusqu'à la centrale nucléaire fédérale de Yucca

Mountain. Le conseil de la tribu a longtemps travaillé avec le Département de l'énergie pour faire une déclaration sur les conséquences environnementales, mais il a finalement décidé d'interrompre cette coopération. Les maires de deux villes de la région, Reno et Sparks, ont manifesté leur soulagement de la décision de la tribu. Les aménagements prévus à Yucca Mountain et l'utilisation, pendant des années, de routes pour y aller, ont suscité des inquiétudes dans le Nevada.

La tribu *Goshute* de la vallée de Skull dans l'Utah, a fait appel contre une décision du ministère de l'Intérieur, l'empêchant de stocker des déchets nucléaires dans un entrepôt privé. La tribu avait signé un accord avec des entreprises nucléaires pour stocker les déchets le temps que soit trouvée une solution fédérale au problème de la gestion des déchets nucléaires. L'état de l'Utah et sa puissante représentation parlementaire s'opposent au projet qui, pour la tribu, donnerait à la réserve *Goshute* les possibilités d'un développement économique.

Exploitations minières

Les *Navajo* ont demandé au Congrès d'imposer un moratoire sur les nouveaux contrats d'exploitation des mines d'uranium sur leurs terres, en attendant que les mines déjà existantes aient été nettoyées. La réserve a connu de graves problèmes de santé dus aux mines d'uranium ; ses terres renferment un des plus grands gisements d'uranium des Etats-Unis.

Alors que la Nation *Navajo* a interdit l'exploitation des mines d'uranium de sa réserve, l'exploitation minière sur des terres de particuliers, non situées dans la réserve, continue. Le Bureau des Affaires indiennes se trouve coincé entre, d'un côté la volonté de suivre les vœux du conseil Navajo, et de l'autre, les désirs des propriétaires individuels de faire une exploitation minière bénéficiaire. L'impossibilité du Bureau de faire un choix clair en faveur de la santé des habitants des réserves vient d'un lourd passé, du temps où les agences fédérales penchaient nettement du côté des puissants intérêts économiques miniers en laissant au second plan le souci de la santé

des communautés indiennes. Les communautés étaient souvent obligées de boire l'eau polluée par les activités minières. En décembre, l'Agence de protection de l'environnement a annoncé qu'elle avait l'intention de reprendre les tests sur la contamination dans les réserves, sans avoir de projet pour nettoyer les sites contaminés. Non seulement les eaux de surface sont contaminées, mais l'érosion est en train de mettre au jour des montagnes de déchets, et les minerais d'uranium ont été utilisés pour la construction de maisons. Le gouvernement Navajo a demandé une première subvention de 500 millions de dollars afin d'entamer le processus de nettoyage.

Le projet d'étendre l'exploitation de l'uranium aux alentours de la réserve de Pine Ridge dans le Dakota du Sud a provoqué une série de protestations. Les tribus craignent que la méthode de filtration *in situ* utilisée par Cameco dans la mine de Crow Butte au Nebraska, ne réduise les ressources en eau et ne contamine l'eau bue par leur population. Des rumeurs de nouvelles exploitations d'uranium à Pine Ridge ont également provoqué un vote de destitution contre le Président de la tribu. Ces rumeurs n'étant pas avérées, l'action, conduite par le Conseil de la Nation Sioux Black Hills, n'a pas eu de succès.

Tandis que les *Navajo* demandent un nettoyage des sites nucléaires, il existe un projet de construction d'une très importante nouvelle centrale au charbon. Ce projet va à l'encontre de la position de beaucoup de groupes écologistes et d'Etats voisins. La centrale proposée, *Desert Rock*, vendrait de l'énergie aux grandes villes du Sud-ouest et rapporterait des millions de dollars de taxes et de bénéfices aux Navajo. Des militants écologistes, y compris des groupes Navajo, protestent contre l'utilisation du charbon comme source énergétique, et font remarquer les actuels problèmes de santé et d'environnement. Le gouvernement Navajo considère que sa nation est sous-développée, qu'elle a besoin de travail et de revenus et qu'elle est sous pression pour se conformer aux règles édictées par les privilégiés et les pays développés qui ont les moyens de favoriser l'écologie contre l'économie.

Les questions relatives à la terre

La décision Shérill (voir *The Indigenous World 2006*), qui a légalisé un vol historique de terre par l'état de New-York, continue d'altérer le paysage judiciaire des Etats-Unis. Se rapportant à cette décision, un juge fédéral a rejeté une revendication de terre faite par la Nation *Shinnecock* de New York, citant les « conséquences hautement perturbatrices », qui s'ensuivraient si les tribus étaient autorisées à retrouver la souveraineté sur leurs terres. Ce cas impliquait aussi la construction d'un casino dans Hamptons, quartier aisé de Long Island. La tendance, aujourd'hui, semble être de prendre des décisions similaires contre les Tribus. Les tribunaux donnent comme argument que si la souveraineté sur la terre était rendue aux tribus indiennes il en résulterait une perturbation de l'économie et des systèmes politiques existant depuis des décennies.

Une perte de souveraineté ne peut donc pas être révoquée, même si les terres en question ont été prises illégalement. Ainsi, les tribunaux légalisent les transactions historiques illégales car faire observer la loi créerait un énorme problème pour la grande majorité qui a profité de ces transactions. Ce débat est très perturbant ; une large application montrerait que les Etats-Unis ne sont pas tenus d'appliquer les lois si cela a pour conséquence de modifier un statut quo illégal.

La Tribu *Mohawk* Saint Regis, de New York, a entamé un procès contre l'administration Bush. En février, le Ministère de l'Intérieur a rempli la demande faite par la tribu de placer ses terres en fidéicommis indien, afin d'y construire un casino. En novembre le Secrétaire à l'Intérieur, responsable des Affaires indiennes, ne l'avait toujours pas acceptée. Les *Mohawk* de Saint-Régis veulent construire un casino dans les Catskill Mountains, un lieu touristique très populaire, accessible en voiture depuis New York. Spitzer, le gouverneur de New York soutient la demande de fidéicommis. Actuellement, 2000 demandes pour passer des terres sous ce statut sont en suspens au Bureau des Affaires indiennes. Les retards sont dus au moratoire non-officiel qu'ont posé les républicains de peur que les tribus ne veuillent convertir le statut de leurs terres en fidéicommis pour construire des casinos hors des réserves.

En mars, la neuvième circonscription des Cours d'Appel, a donné la victoire à de nombreuses tribus dans l'affaire du *San Fransisco Peaks*, un site sacré pour beaucoup de tribus de Sud ouest, et plus particulièrement pour les Navajo, Hopi, *Hualapai* et *Havasupai*. Les tribus avaient poursuivi le Service des Forêts en 2005, suite à un projet d'expansion d'une station de ski dans la forêt domaniale de *Coconino*, incluant la fabrication de neige artificielle avec la récupération des eaux usées. Cette décision a marqué une tentative de changement ; depuis l'affaire Lynn en 1988, les tribunaux fédéraux avaient tendance à toujours favoriser le développement économique au détriment des droits religieux des autochtones. Les tribus ont reçu très positivement cette décision de 3 membres de la Cour, mais la Cour plénière a décidé de reporter l'affaire à décembre. Une décision sera prise en 2008.

Développements économiques

En avril, Amnesty International a publié un rapport dénonçant les violences subies par les femmes autochtones. Ses documents montrent comment le système judiciaire, par ses défaillances, ignore les agressions sexuelles faites aux femmes autochtones. Les tribunaux tribaux ne peuvent infliger qu'une peine maximale d'un an d'emprisonnement et 5000 dollars d'amende. Selon la Loi sur les crimes majeurs, le viol en terres indiennes est un crime qui tombe sous la juridiction fédérale mais les agences fédérales, comme le FBI, sont sous - représentées dans les réserves et laissent souvent de côté ce qui leur semble être des crimes moins importants et des investigations qui ont peu de chance d'aboutir à une condamnation. Parce que l'enquête sur des crimes commis en terres indiennes dépend de la personne, indienne ou non de l'auteur du crime et /ou de la victime, dépend de l'endroit où le crime a été commis et de sa gravité. La confusion qui en résulte conduit souvent à l'incapacité des agences chargées de faire appliquer la loi. Les femmes indiennes souffrent deux fois et demie plus des violences conjugales et trois fois et demie plus d'agressions sexuelles que la moyenne des Etats-Unis. Selon certaines estimations, plus d'une femme autochtone sur trois sera victime d'un viol au cours de sa vie ; la moyenne nationale étant un peu moins d'une sur cinq.

À l'Université du Colorado, le professeur Ward Churchill, chargé des études ethniques a été révoqué. Après que les médias des partis de droite et les hommes politiques aient découvert son texte sur les événements du 11 septembre 2001, dans lequel il attaquait le système politique des Etats-Unis et leur traitement des peuples autochtones, l'université a entrepris, en 2005, une enquête sur ses recherches et ses écrits. Churchill était un homme très controversé et suscitant la polémique au sein du milieu universitaire et des communautés autochtones, il semble cependant que ce sont ses idées politiques qui ont été sanctionnées.

Sebastien Felix Braun est professeur assistant au Departement of Indian Studies de l'Université du Nord Dakota.

*Source : The Indigenous World 2008,
traduction GITPA, Laure Bottinelli, révision Simone Dreyfus-
Gamelon.*